



# DECLARATION COMMUNE CHSCT § CE / Mars



Alors que se profile dans les prochains mois, un essorage dans les effectifs de la fonction publique, le SNU Pole Emploi FSU Réunion réaffirme que notre établissement souffre toujours **d'un déficit en personnel qui n'a jamais fait l'objet d'un réel rééquilibrage.**

La mise en œuvre des plans stratégiques instigués par Jean Bassères a contribué largement à la dégradation de nos conditions de travail dans un contexte institutionnel constamment remis en question, notamment la pérennité de Pôle Emploi en tant qu'établissement public administratif.

Nous observons que la charge de travail des agents de la Réunion n'a de cesse que d'augmenter depuis ces dernières années :

- 180 000 demandeurs d'emplois inscrits à Pole Emploi Réunion dont 60 000 en attente d'un accompagnement.
- 55% des demandeurs d'emploi sont des chômeurs de longue durée
- Depuis 5 ans, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés par Pole Emploi a progressé, passant de 59 900 en oct 2014 à plus de 70 300 aujourd'hui.
- Plus de 20 000 entrées en formation à traiter, souvent dans l'urgence, sur ces deux dernières années.
- Les obligations d'adaptation sur de nouveaux dispositifs pour les agents s'accumulent (CEP, l'Offre digitale, les Evolutions Informatiques, la dématérialisation-GED, les Nouvelles Conventions Chômage, l'Approche par compétences...)

Les dispositions de l'accord QVT peinent à produire des effets notables **pour le personnel, qui souffre du rythme effréné des changements, la ligne managériale étant particulièrement impactée par les déploiements multiples et incessants.**

- Le risque d'agression d'agent aux postes d'accueil (physique et téléphonique) reste important et les réponses apportées par la direction sont insuffisantes à assurer la sécurité des collègues.
- L'explosion des mails.net et des alertes à traiter est perçue très majoritairement comme ayant un effet négatif sur les conditions de travail.
- L'ambiance de travail est délétère, les conflits entre agents éclatent plus fréquemment et les relations entre agents et encadrement deviennent plus tendues.
- Les décisions prises par la direction régionale paraissent obscures pour près de la moitié de l'encadrement.
- Les agents de la Réunion sont exposés durablement aux risques psychosociaux.

Dans notre département, la priorité n'est pas de consacrer plus d'effectifs au contrôle des chômeurs mais d'en dédier une partie à la mise en place de l'accompagnement global qui pour rappel aurait dû être proposé aux Réunionnais depuis 2015.



***Je m'informe***

***J'adhère***



**<http://snureunion.fr>**